

• ALGÉRIE

Benjamin Stora : « Les Algériens sont en attente d'une vérité sur leur propre histoire »

L'historien répond aux incompréhensions qu'a soulevées son rapport sur la réconciliation mémorielle entre la France et l'Algérie.

Propos recueillis par Frédéric Bobin

Publié le 17 février 2021 à 21h00 • Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés

¶ Pour ne rien manquer de l'actualité africaine, inscrivez-vous à la newsletter du « Monde Afrique » depuis ce lien. Chaque samedi à 6 heures, retrouvez une semaine d'actualité et de débats traitée par la rédaction du « Monde Afrique ».



Benjamin Stora remet son rapport au président Emmanuel Macron au palais de l'Elysée, à Paris, le 20 janvier 2021. CHRISTIAN HARTMANN / AFP

L'historien Benjamin Stora a remis le 20 janvier au président français, Emmanuel Macron, un rapport sur la réconciliation mémorielle autour de la colonisation et de la guerre d'Algérie, dans lequel il préconise une politique « *des petits pas* ». Alors que les gouvernements, à Paris comme à Alger, n'ont toujours pas pris position vis-à-vis de ses recommandations (relatives aux archives, aux disparus de la guerre, au passif des essais nucléaires, à la réhabilitation de figures historiques...), M. Stora analyse dans un entretien au *Monde Afrique* l'incompréhension qu'a soulevée sa démarche en Algérie, où la presse s'est fait l'écho de nombre de réactions négatives.

Lire aussi | [France-Algérie : la difficile quête d'une réconciliation des mémoires](#)

En Algérie, le débat autour de votre rapport a surtout porté sur la question de la reconnaissance des « crimes coloniaux » et sur le fait que vous ne recommandez pas expressément la présentation d'excuses de la France à ce sujet. Vous préconisez « une autre méthode » pour apaiser les mémoires. Au vu des réactions algériennes, regrettiez-vous a posteriori de ne pas avoir formulé les choses différemment ?

Peut-être aurais-je dû être plus clair, même si j'estime toujours que cette question des excuses est un piège politique, une formulation instrumentalisée par l'extrême droite. Il aurait fallu que j'écrive : « Oui, sur certaines pratiques terribles comme la conquête coloniale, il faudrait présenter des excuses

pour les massacres commis. » Dans la mesure où ce rapport demandé par le président de la République était avant tout destiné à la société française, je suis passé trop vite sur l'analyse des mémoires algériennes et le traumatisme colonial, même si ces sujets sont bien présents.

Au fond, le malentendu ne vient-il pas de la confusion entre histoire et mémoire ? Vous travaillez sur la mémoire, mais – en Algérie en particulier – on vous attend sur l'histoire. La déception était inévitable...

En France, il y a eu une grande production scientifique sur ces questions. De 1974 à 1990, j'ai travaillé sur les archives, établi des faits, écrit des livres classiques d'histoire de l'Algérie coloniale, de la guerre d'Algérie, de l'immigration (qui est le sujet de ma thèse d'Etat, soutenue en 1991). Et, à un moment de mon activité universitaire, je me suis dit : « Pourquoi la mémoire des différents groupes saigne-t-elle toujours en dépit de cette masse de savoir académique ? »

Il y avait un problème dans les représentations, dans les imaginaires. C'est ainsi que je me suis mis à basculer, dans les années 1990-2000, sur le travail de mémoire. Des historiens me l'ont d'ailleurs reproché à l'époque, mais c'est un peu le parcours de Pierre Nora, avec ses *Lieux de mémoire* (1984), et d'Henry Rousso, dont l'ouvrage *Le Syndrome de Vichy* (1987) m'a ouvert la voie.

Pourquoi ce glissement de l'histoire à la mémoire pose-t-il encore problème en Algérie ?

En Algérie, l'accumulation du savoir académique et des récits historiques reste encore problématique. Les travaux de l'historien Mohammed Harbi, par exemple, n'ont été diffusés en Algérie qu'il y a une quinzaine d'années. Quant à ma biographie de Messali Hadj, écrite en 1978, elle n'a été traduite en arabe qu'en 2001.

Aujourd'hui encore, les Algériens attendent la production d'un savoir historique. Ils veulent connaître la vérité sur cette histoire qui leur appartient en propre. D'où, en effet, le malentendu sur mon rapport. A la demande d'Emmanuel Macron, je me suis engagé dans un travail de restitution des mémoires – françaises essentiellement – pour pouvoir les comprendre et pour qu'elles se décloisonnent. Mais le problème en Algérie n'est pas seulement celui de la restitution des mémoires, c'est aussi celui de la construction d'un savoir historique qui soit autonome par rapport à l'Etat.

Lire aussi | [France-Algérie : les 22 recommandations du rapport Stora](#)

On se trouve là face à un autre problème : comment les Algériens peuvent-ils affronter leur histoire ? Il est difficile d'aller vers une réconciliation mémorielle quand on a le sentiment profond que l'histoire a été dissimulée ou confisquée. On l'a bien vu avec les slogans dans les manifestations du Hirak. D'une rive à l'autre, le malentendu existe. Et cela complique encore plus les efforts de réconciliation.

Dans un entretien au quotidien algérien « Liberté », l'historienne Malika Rahal évoquait l'erreur de vouloir « dans le même mouvement » réparer la société française et améliorer les relations diplomatiques entre la France et l'Algérie. A ses yeux, ces deux questions devraient demeurer « distinctes ». Or votre rapport les mélange. Que pensez-vous de cette critique ?

C'est la difficulté de la démarche, et aussi de sa perception. Est-ce qu'on veut faire une réconciliation qui soit exclusivement franco-française ? Ou une réconciliation franco-algérienne ? Ou pousser les Algériens à se réconcilier avec leur propre histoire ? Il y a là trois notions qui se chevauchent. J'ai essayé d'avancer, de concilier cela. J'étais sur une ligne de crête.

Lire aussi | [En Algérie, les anciens combattants rejettent le rapport Stora sur la réconciliation des mémoires](#)

Comment analysez-vous les réactions en France ?

Ce qui m'a étonné, c'est une sorte de lassitude chez les pieds-noirs et les appelés du contingent par rapport à la guerre d'Algérie. Cette histoire commence à vieillir. Le temps a passé. Il y a toujours de la rumination, de la « nostalgie » dans certains cercles, bien sûr. Mais c'est plus dans le transfert de mémoire aux petits-enfants que les choses se jouent désormais. Ce sont eux qui sont concernés par la

fabrication d'identités liées à ces questions. Les enfants de harkis, par exemple, ont regretté que je ne parle pas suffisamment de leur histoire dans le rapport. Il faut en effet poursuivre cette investigation, comme je l'avais entrepris dans un article paru dans *Les Temps modernes* en 2011.

La « guerre des mémoires » que vous aviez théorisée dans les années 2000 se serait-elle affaiblie ?

Elle a plutôt changé de nature. A partir de 2005, année de la controverse autour de la loi relative aux « bienfaits de la colonisation » et des émeutes de banlieue, on est entré dans un nouveau cycle : celui de la question des identités et de la « racialisation » du débat. Il ne s'agit plus de s'opposer à un groupe homogène constitué et qui porte une vision coloniale ou non coloniale, comme j'avais pu le constater dans mon ouvrage *La Gangrène et l'Oubli* (1991).

Longtemps, les pieds-noirs ont été en conflit avec les fils d'immigrés, qui eux-mêmes s'affrontaient aux fils de harkis, etc. De cette « guerre des mémoires » on a basculé dans la fabrication d'identités qui ne se définissent plus exclusivement par rapport à la guerre d'Algérie. Elles renvoient à d'autres types de notions comme celles de race, d'inégalité sociale ou de religion. Et se pose, en filigrane, le rapport à la République.

Lire aussi | [Les harkis et leurs descendants s'estiment toujours « indésirables » des mémoires franco-algéries](#)

En somme, la guerre d'Algérie ne serait plus vraiment le sujet pour ce qui concerne la dimension franco-française du rapport ?

Depuis les années 2000, nous sommes sortis de l'oubli de la guerre d'Algérie pour entrer dans une phase de « mémoires dangereuses », avec des affrontements mémoriels. Puis, des affrontements mémoriels on est passé à des affrontements identitaires. Si on en reste à une perception de mémoires homogènes s'opposant entre elles, on parle en réalité de vieux groupes qui sont plutôt dans la lassitude que dans le combat.

C'est plutôt avec leurs petits-enfants – des gens qui ont 30 ans – qu'arrivent les difficultés, incompréhensions, fragmentations, désirs d'histoire et d'identité. On a déjà pris trop de retard dans l'examen de ce qu'ont été l'histoire coloniale et la guerre d'Algérie. Mais il n'est pas trop tard pour affronter ensemble ce nouveau défi, en s'appuyant sur les messages d'encouragement que j'ai aussi reçus.

Frédéric Bobin

Services

CODES PROMOS avec Global Savings Group

- Red SFR : 15€ de remise sur votre panier
- Boohoo : -50% sur plusieurs catégories
- Made.com : 50€ offerts dès 500€ d'achats
- Nike : jusqu'à -50% sur les articles en promotion
- Yves Rocher : -50% sur une sélection d'articles
- Europcar : -15% sur votre location de voiture
- AliExpress : 5€ offerts dès 10€ d'achats

Tous les codes promos